

Genre, pêche et aquaculture: Capital social et connaissances pour la transition vers l'utilisation durable des écosystèmes aquatiques

Stella B. Williams

Obafemi Awolowo University, Ile Ife, Nigéria

Anne-Marie Hochet-Kibongui

Cultures Croisées, Paris, France

Cornelia E. Nauen

Coopération S&T Internationale, CE, Bruxelles, Belgique

Les désignations employées et la présentation des matériaux dans cette publication ne représentent nullement une opinion quelconque de la part de la Commission Européenne concernant le statut légal d'un quelconque pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités ou quant à la délimitation des frontières.

Les droits d'auteur concernant cette publication appartiennent exclusivement à la Commission Européenne. Néanmoins, la Commission autorise la reproduction de tout ou partie de cet ouvrage dans un but éducatif, scientifique ou pouvant servir le développement, sauf à des fins commerciales et sur quelque support que ce soit, à la condition expresse (1) que la source soit citée dans son intégralité et (2) que la Commission Européenne en soit informée par écrit à la Direction Générale de la Recherche, Direction de Coopération Scientifique Internationale, 8 Square de Meeûs, B-1049 Bruxelles, Belgique.

Cet ouvrage peut être obtenu gratuitement sur demande auprès du Bureau d'information de la Direction Générale de la Recherche, Direction de Coopération Scientifique Internationale, 8 Square de Meeûs, B-1049 Bruxelles, Belgique - e-mail: inco@cec.eu.int. Le rapport et une sélection de contributions individuelles plus longues à l'atelier peuvent être consultés en format pdf du site web suivant: http://cordis.europa.eu.int/inco/fp5/library_en.html

Collection des rapports de recherche halieutique ACP-UE

Les rapports de recherche halieutique ACP-UE forment une collection d'ouvrages dont le but est de diffuser des informations sur les progrès réalisés dans le cadre de l'Initiative de recherche halieutique ACP-UE ainsi que sur les résultats de ses travaux, de manière à en renforcer l'impact. Cette collection comprend des comptes-rendus d'ateliers et de réunions, des analyses sur les politiques sectorielles et des rapports d'activités menées dans le cadre de cette initiative. Un nombre croissant d'autres travaux thématiquement pertinents relativement aux buts et à la problématique de l'Initiative est également repris.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005.

ISSN 1026-6992

© Communautés européennes, 2005

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Sommaire

Le contexte de dégradation massive de l'éco-système aquatique, largement généré par le secteur de la pêche et les défis socio-économiques qui y sont associés, ainsi que les signaux mitigés provenant de l'aquaculture, qui montre de forts niveaux de croissance mais, par certains de ses segments, se révèle non-durable, posent la question de comment les femmes dans la pêche et l'aquaculture peuvent contribuer à la transition vers la durabilité à travers la restauration de la productivité perdue. Des preuves empiriques du rôle des femmes dans tous les continents montrent une combinaison de travaux non rémunérés, non reconnus, qui assombrit les signaux économiques liés à la raréfaction croissante des ressources. Historiquement, les femmes ont été associées à la conservation des ressources à travers les systèmes de croyances traditionnels, qui se sont progressivement érodés. Là où la reconnaissance sociale existe, à travers l'application de législation moderne visant l'égalité des chances - spécialement lorsque cela est combiné avec l'accès à l'éducation formelle et à la formation - les femmes retrouvent la capacité d'améliorer l'organisation de la société et la façon dont elle est dirigée. Cela peut mener à des contributions significatives pour la restauration des ressources naturelles. Une méthode participative est proposée pour rendre le rôle des femmes visible et permettre le développement d'une organisation socio-économique en faveur de la justice sociale et de l'utilisation durable des ressources. Des lectures complémentaires et une sélection de sites webs ressources sont données afin d'aider les lecteurs à prendre des actions concrètes de suivi.

Remerciements: Les éditeurs souhaitent souligner que ce rapport est une production conjointe des participants et contributeurs à un atelier sur le même sujet qui s'est tenu à l'initiative du programme de Coopération Internationale S&T, à Bruxelles, les **9 et 10 décembre 2002**. Les participant(e)s étaient, par ordre alphabétique: **Anthony Kutu Acheampong**, PCM Specialist, GB; **Alpina Begossi**, Museu de Historia Natural, Brésil; **Elizabeth Bennett**, IDDRA, GB; **Gloria Cabrera Socorro**, Espagne; **Serge Collet**, Université de Hamburg, Allemagne; **Maria Douka**, EC-DG Recherche, Belgique; **Katia Frangoudes**, Université de Bretagne Occidentale, France; **Béatrice Gorez**, CAPE, Belgique; **Anne-Marie Hochet-Kibongui**, Cultures Croisées, France; **Mecki Kronen**, Secretariat of the Pacific Community (SPC), Nouvelle Calédonie; **Maria Cristina Maneschy**, Universidade Federal do Pará, Brésil; **Kathleen Matics**, Mekong Basin River Commission (siège transféré à Vientiane, RPD Laos); **Modesta Medard**, Lake Victoria Fisheries Research Project (actuellement WWF-Afrique de l'Est), Tanzanie; **Cornelia E. Nauen**, EC-DG Recherche, Belgique; **Corina Popa**, auparavant EC DG Environnement, Belgique; **Chandrika Sharma**, International Collective in Support of Fishworkers (ICSF), Inde; **Margarita Velazquez**, Mexique; **Stella B. Williams**, Obafemi Awolowo University, Nigeria. Les contributeurs n'ayant pas pu participer à l'atelier lui-même sont: **Maurizio Bentivegno**, auparavant EC DG Pêche, Belgique; **Patience B. Browne**, Save Humanity Foundation (SHUF), Sierra Leone; **Maria A. Gasalla**, Instituto de Pesca, Brésil; **Brenda Grzetic**, Canada; **Begoña Marugán Pintos**, Instituto Social de la Marina, Espagne; **Aliti Vunisea**, SPC, Nouvelle Calédonie. Les échanges et analyses continuées via les moyens électroniques après l'atelier ont mené à cette synthèse plus élaborée mise en place par les éditeurs en interaction avec les contributeurs. Nous aimerions prendre l'opportunité de remercier tous les collègues pour leurs apports constructifs, leur générosité dans leurs commentaires, suggestions et avis à la correction finale pour la production initiale du rapport en anglais, qui est désormais disponible dans d'autres langues.

For bibliographic purposes this report should be cited as follows:

Williams, S.B., A.-M. Hochet-Kibongui & C.E. Nauen (éds.), 2005. Genre, pêche et aquaculture: Capital social et connaissances pour la transition vers l'utilisation durable des écosystèmes aquatiques. Bruxelles, *Rapp.Rech.Halieur. ACP-UE*, (16):29 p. **ISSN 1026-6992 / EUR 20432**

Table des matières

Genre, pêche et aquaculture: Capital social et connaissances pour la transition vers l'utilisation durable des écosystèmes aquatiques

1. Introduction	1
2. Contributions principales et conclusions des études de cas	5
3. Leçons à tirer des études de cas et de la documentation disponible	19
4. Orientations	23
5. Littérature citée et lecture conseillée.....	26
6. Ressources sélectionnées du web	29

Traduction française: Danièle Le San et Gildas le Bihan, Pêche et Développement, France

Introduction

En 1990, sur un total mondial de 27,8 millions de gens ayant une activité de pêche et d'aquaculture, environ 12 millions (43 %) étaient des pêcheurs à plein temps, selon les critères utilisés dans les recensements de la FAO, c'est-à-dire tirant au moins 90 % de leurs revenus de la pêche ou de l'aquaculture ; 10 millions se situant entre 30 % et 89 % ; le reste n'ayant qu'une activité occasionnelle dans ce secteur. En 2002, le chiffre total était d'environ 37,8 millions, soit 2,8 % du 1,33 milliard de gens vivant d'une activité agricole (2,3 % en 1990).

La production mondiale est passée de 65 millions de tonnes de poisson (soit 5 tonnes par pêcheur et par an) en 1970 à 98 millions (soit 3,4 tonnes par pêcheur et par an) en 1990. Après une analyse de statistiques correctives pour tenir compte d'un gonflement des chiffres chinois (voir Watson et Pauly, 2000), il semble que la production pour 1990 était plutôt proche de 85 millions de tonnes, soit 3 tonnes par pêcheur et par an.

La croissance de l'emploi dans ce secteur au cours des années 1980 (+ 70 % d'activité aquatique) est attribuée en grande partie au développement des élevages, notamment en Asie. Les pêcheurs et aquaculteurs asiatiques représentaient 77 % du total mondial en 1970, 84 % en 1990 (dont 9 millions en Chine, environ 6 millions en Inde, 4 millions au Vietnam, Indonésie, Bangladesh, Philippines réunis. Ils étaient 32,8 millions en 2002. Le nombre d'Africains vivant de la pêche (essentiellement la petite pêche) était de 2,6 millions en 2002 en termes absolus, soit une augmentation de 37 %, mais une baisse de 10,4 % à 6,5 % dans le chiffre mondial. En 1990, 95 % des pêcheurs et aquaculteurs de par le monde étaient dans des pays en développement ou émergents. Dans les pays développés, où il existe davantage de débouchés professionnels, le nombre de pêcheurs a continué à baisser ou est au moins resté stationnaire. La moyenne d'âge augmente: en 2002, dans les pays maritimes, le nombre de marins-pêcheurs de moins de 40 ans était divisé par deux (à 12 %) par rapport à 1982 (FAO, 2004).

Pendant la même période, le renforcement des capacités de capture atteignait des proportions inquiétantes, même si la flotte mondiale dans la catégorie au-dessus de 100 GT (tonnes brutes), telle qu'elle apparaît dans la base de données des Services d'information maritime de la Lloyd's, a commencé à se réduire en 1993 pour se stabiliser actuellement à environ 12,7 millions de GT (FAO, 2004). Selon la FAO, au début des années 2000, il y avait un peu plus de 3,5 millions de bateaux de pêche en activité à travers le monde. Dans cette catégorie générale, on trouve des navires industriels qui sont en concurrence avec une multitude de bateaux côtiers sur des ressources halieutiques surexploitées et en voie d'amenuisement dans toutes les mers du globe.

La biomasse de la plupart des stocks exploités et les écosystèmes sur lesquels reposent les pêcheries d'aujourd'hui dans l'Atlantique-Nord (où la pêche industrielle existe depuis plus d'un siècle), ne représenterait plus, selon certaines estimations, que 10 % de la biomasse de cette époque (Christensen *et al.*, 2003) où la pêche industrielle n'était qu'à ses débuts et le marché n'était pas encore mondialisé. La tendance observée est que, dans les espèces cibles, la taille des individus diminue progressivement, et que l'on pêche des espèces plus petites du fait de la raréfaction des espèces de grande taille, processus que l'on a décrit en ces termes: Fishing down marine food webs/La descente des réseaux trophiques marins (Pauly *et al.*, 1998). On observe aussi cela dans les pêcheries continentales.

Certains ont dit que la descente des réseaux trophiques (c'est-à-dire de la chaîne alimentaire) pouvait contribuer à augmenter la production. Mais les chiffres des débarquements mondiaux prouvent le contraire. L'explication c'est que les espèces individuelles sont prises dans un réseau d'interactions croisées avec le reste de la population et qu'il ne s'agit pas de cascades autonomes composées de prédateurs et de proies. C'est pour cela que, dans divers forums internationaux, depuis le milieu des années 1990, en premier lieu avec le Mandat de Jakarta qui entre dans le cadre de la Convention de la diversité biologique, on a préconisé une approche écosystémique.

La tendance mondiale actuelle, à savoir une capacité de capture renforcée associée à une diminution de la ressource, laisse en principe apparaître une réduction des profits. Or, même si les cours du poisson se sont élevés du fait de la diminution de l'offre, le signal de prix ne traduit pas le déclin réel comme devrait le faire un marché parfait (Sumaila, 1999).

La production aquacole suit depuis une vingtaine d'années une courbe ascendante prononcée. La FAO (2004) estime qu'en 2002 elle représentait 29,9 % en poids de toute la production mondiale de poisson, la Chine étant de loin le plus gros producteur.

Malgré les nombreux signes de déséquilibre, déjà sérieux ou seulement latents, surtout dans les pêches de capture, beaucoup de gens ne semblent pas percevoir avec suffisamment de clarté ces avertissements qui devraient pourtant les inciter à changer les choses. Ou peut-être ne savent-ils pas comment s'y prendre pour corriger les façons de faire actuelles. On peut trouver à cela plusieurs raisons:

- Grâce aux moyens modernes (GPS, cartographie) dont ils disposent, les navires industriels semblent avoir des rendements élevés, souvent de l'ordre de 5 à 20 GT par pêcheur. En comparaison, la production des petits opérateurs paraît bien inférieure (moins de 1 GT par pêcheur en Inde, par exemple).
- Tandis que les capacités de pêche augmentaient, les captures mondiales diminuaient. Quel que soit le critère retenu (par unité de carburant, de capacité installée, de temps en mer), les captures par unité d'effort suivent une courbe descendante. On tend actuellement à remplacer les gros navires vieillissants par des unités plus petites (mais pas nécessairement moins performantes). C'est peut-être le signe que, malgré tout, on essaie de remédier dans une certaine mesure à une surexploitation de la ressource qui prévaut largement.
- Les anciennes pêcheries prolifiques situées sur le plateau continental des pays nordiques froids ou tempérés ont été surexploitées et certaines se sont effondrées, et l'effort de pêche s'est déplacé plus au sud et plus en profondeur dans l'océan. Cela empêche les gens de prendre conscience de la vraie situation. D'après une analyse récente de Froese et Pauly (2003), 83 % des 617 ensembles de données portant sur l'Atlantique Nord-Est et la mer du Nord, la majorité des individus pêchés étaient des juvéniles. Il est évident que la préservation de la ressource n'est plus assurée : c'est inquiétant.
- Dans les pays industrialisés qui disposent de ressources financières suffisantes, le jeu des subventions vient masquer le coût véritable des opérations sur bon nombre de pêcheries. Du coup, les professionnels sont moins pressés de réagir pour s'adapter à la raréfaction de la ressource (Milazzo, 1998, pour une estimation partielle et prudente).

- L'augmentation des cours pour de nombreux produits de la mer vient compenser dans une certaine mesure l'augmentation des coûts opérationnels. Mais les prix du carburant s'envolent et peuvent représenter jusqu'à 60 % des dépenses incontournables pour des navires de pêche lointaine, ce qui à l'avenir rendra ce type de pêche non durable, moins intéressant sur le plan économique.
- Une évolution semblable paraît se dessiner dans certaines formes d'aquaculture, là où l'aliment coûte plus cher (pour l'élevage de crevettes et de certains poissons carnivores), alors que les prix de vente de la production restent stables ou stagnent.
- L'aquaculture est encore souvent considérée comme un substitut naturel qui vient compenser la baisse de production des pêches de capture. Ce pourrait être partiellement le cas pour des organismes situés bas dans la chaîne alimentaire, ce qui inclut pour l'heure la majorité des fermes aquacoles (FAO, 2004). On a cependant mis en doute (Williams et al, 2001) la viabilité à long terme de l'élevage de poissons carnivores placés haut dans la chaîne alimentaire et qui ont besoin d'une nourriture abondante: farines et huiles provenant de la transformation de petits pélagiques qui peuvent être directement consommés par l'homme. On s'est également interrogé sur la fiabilité des chiffres à la hausse annoncés quant à la production aquacole au cours des vingt dernières années (voir Pauly *et al.*, 2002).

Les coûts sociaux de ces évolutions de la pêche et de l'aquaculture sont élevés. Ainsi les groupes sociaux dont le pouvoir d'achat est trop faible ne peuvent finalement plus se procurer leur poisson habituel. Cela transparait bien dans les bilans alimentaires de la FAO, qui montrent par exemple un passage de 9 à 7 kg par personne et par an pour la consommation apparente de poisson en Afrique subsaharienne entre 1990 et 1997. Cet aspect a également été mis récemment en évidence dans plusieurs communications lors d'un symposium international qui s'est tenu en juin 2002 à Dakar sur le thème *Pêcheries maritimes, écosystèmes et sociétés en Afrique de l'Ouest: un demi-siècle de changements* (voir Chavance *et al.*, 2004).

Avec la mondialisation très avancée du marché, les produits issus des pêches de capture et de plus en plus de l'aquaculture s'en vont partout dans le monde où il y a du pouvoir d'achat, surtout en Europe, au Japon, en Amérique du Nord, et ailleurs pour approvisionner aussi les centres urbains. Ces tendances n'apparaissent que partiellement dans les moyennes nationales. Dans le but de peser sur les marchés, Froese (2004) a suggéré des indicateurs simples qui permettraient aux consommateurs d'acheter avec le souci de préserver la ressource. Fishbase, qui est une encyclopédie électronique mondiale contenant toutes les espèces de poissons (www.fishbase.org), permet de se renseigner sur les tailles minimales (âge de maturité). L'individu ou le groupe social peut ainsi avoir accès aux données scientifiques les plus récentes.

Ce résumé des évolutions de la pêche et de l'aquaculture au cours des dernières décennies a servi de toile de fond pour une réunion d'experts internationaux (9-10 décembre 2002) qui ont débattu de problèmes de genres dans la pêche et l'aquaculture dans le cadre du Programme de coopération scientifique et technique (INCO) de la Commission européenne. Il s'agissait, d'une part, de mieux discerner la façon dont les rôles sociaux des hommes et des femmes de la pêche et de l'aquaculture diffèrent selon les sociétés humaines et agissent sur les possibilités d'accès à la ressource et, d'autre part, de mieux voir quelle direction prendre pour les prochains programmes de coopération scientifique internationale en matière

d'écosystèmes aquatiques, cela afin qu'on tienne davantage compte de cette dimension sociale.

Il s'agissait également de savoir comment la recherche dans ce domaine peut éclairer à divers niveaux les processus de planification et de prise de décision, dans l'esprit du développement durable. Le développement durable exige, entre autres choses, une répartition équitable au sein de la société des coûts et avantages liés à l'exportation des écosystèmes aquatiques, et aussi une relation plus étroite entre information et action.

2. Contributions principales et conclusions des études de cas

Dans un travail innovant, Collet (1991) reprend une analyse d'un imposant ensemble de données portant sur des aspects essentiels des populations de pêcheurs. Il suggère un changement profond dans la classification des sociétés humaines depuis les temps préhistoriques et la prise en compte des questions de genres dans les communautés de pêcheurs. Ce document marque le point de départ d'une nouvelle approche scientifique dans la recherche sur les populations côtières, les communautés de pêcheurs et pour l'anthropologie maritime en général. Son analyse montre comment l'absence prolongée des hommes en mer ou le long des fleuves oblige les femmes à prendre en charge la gestion de l'unité familiale. Elles sont ainsi amenées à participer aux prises de décision, ce qui contraste de toute évidence avec l'image classique, patriarcale des communautés de pêcheurs.

La notion de genres a été définie comme un rôle social fondé sur les ressources et les responsabilités des femmes et des hommes dans le cadre de leurs relations mutuelles et de leur environnement naturel. Les rôles des uns et des autres varient suivant l'époque, l'endroit, les régions, l'évolution des valeurs, des pratiques, des technologies. Ces rôles et responsabilités, d'essence sociale en majeure partie, constituent le cadre structurel et organisationnel qui sert à montrer les différences dans la relation de l'homme et de la femme avec leur environnement, dans leurs stratégies d'utilisation de la ressource.

Mais le plus souvent, l'apport des femmes au secteur de la pêche et de l'aquaculture, leur rôle réel sont des choses qui restent « invisibles », pour diverses raisons. Tout d'abord, les systèmes de comptabilité nationale et d'enquêtes statistiques ont tendance à organiser l'information à partir des données fournies par le « chef de ménage » (lequel est considéré à priori comme un homme), et quelle que soit la nature de l'organisation sociale de la population concernée. Il y a aussi le fait que « la pêche » désigne communément l'opération de capture du poisson, que le travail d'appui à terre, souvent du domaine des femmes, reste invisible, non pris en compte. Les préjugés culturels qui sous-tendent une bonne partie des normes statistiques internationales ont été analysés de façon approfondie par Evans (1982). Pour élargir le champ des connaissances et fournir une information pertinente afin de mieux définir les choix politiques et les modes de gestion, la FAO a commencé depuis 1995 à collecter des données selon des critères de genres en matière d'emplois primaires; mais elle est obligée de recourir souvent à des estimations car dans l'information transmise par bon nombre d'Etats membres, ces choses ne sont pas spécifiées.

Pour pratiquement toutes les régions du monde, il existe une riche moisson d'exemples sur la participation des femmes à toutes les activités économiques faisant appel aux ressources aquatiques, sur la division sexuelle du travail (en termes de rôles et de responsabilités) dans les familles vivant sur la côte, le long des fleuves, au bord des lacs. La documentation sur ces aspects devient plus abondante (voir ICSF, 2002; Williams *et al.*, 2002), et de nouvelles études de cas viennent décrire les diverses activités productives de l'homme et de la femme pour faire vivre l'unité domestique, en étant rémunéré en argent ou en nature. Dans une multitude de familles d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, du Pacifique, les femmes ont toutes sortes d'occupations: pêche, cueillette, transformation, commercialisation, agriculture, aquaculture, emplois divers dans le secteur informel ou formel ou dans la fonction publique.

On va maintenant faire la synthèse des points principaux qui ressortent des documents présentés à la réunion ou signalés à l'attention des participants pour illustrer l'analyse. On soulignera les divers modèles qui se font jour d'une étude à l'autre. Un certain nombre de textes montrent que des femmes s'engagent dans des opérations d'extraction proprement dit et ne se contentent plus de s'occuper de la gestion à terre ou d'activités après capture. On peut consulter ces textes sur le site de Cordis (http://cordis.europa.eu.int/inco/fp5/library_en.html).

Transformations socio-économiques et rôles de genres dans la pêche artisanale aux Canaries, Espagne: le cas de La Graciosa - Gloria Cabrera Socorro

La Graciosa est la plus petite des îles Canaries (27 km²), sans source d'eau douce et la dernière à avoir été habitée, vers la fin du XIX^{ème} siècle. A cette époque, le havre naturel de Caleta del Sebo est devenu un port en eau profonde pour les flottilles qui se rendaient sur des zones de pêche prolifiques au large des côtes d'Afrique du Nord. Les paysans qu'on avait fait venir de Lanzarote pour travailler à l'usine de l'île restèrent sur place, entreprirent quelques cultures et se mirent à pêcher près de la côte lorsque l'entreprise ferma ses portes à la fin du siècle. Il y avait 190 habitants sur l'île en 1910. Après la guerre civile, au milieu des années 1930, le gouvernement militaire décida de doter l'île de quelques infrastructures rudimentaires. José Toledo est désigné comme maire peu de temps après et restera en place pendant quatre ans, régissant une population qui atteignait 680 personnes en 1960 et qui demeurait globalement dans la pauvreté. Le maire et sa famille s'enrichissaient cependant dans diverses activités : propriétés foncières, magasins, transport maritime, excursions pour les touristes, restaurants, appartements. La famille diversifiait son emprise économique et elle a fini par contrôler 80 % de la flottille thonière basée à Lanzarote et 25 % des gros sardiniers.

A la suite de la surpêche et d'une sur-utilisation des ressources disponibles, environ 30 % de la population de Graciosa a dû émigrer à Lanzarote (surtout des jeunes). Ce n'est que dans la seconde partie des années 1980, avec la fin de la dictature, que l'électricité et le téléphone sont arrivés sur l'île. Au cours des années 1990, Lanzarote profite grandement de l'arrivée des touristes attirés par les paysages de l'île. Petit à petit, les maisons de pêcheurs de Pedro Barba, une petite localité, sont achetées par des îliens aisés de Lanzarote. Puis la construction du grand complexe touristique de Mirador del Rio (qui vise un objectif de 1 million de touristes par an) vient transformer l'image de tout le secteur.

Ces profondes évolutions sociales ont évidemment des répercussions sur la place respective des hommes et des femmes au sein des communautés de pêcheurs. Traditionnellement les hommes s'engageaient comme matelots sur des navires de pêche lointaine. L'activité à terre (gagner quelques sous, représenter même la communauté lors du passage d'un représentant de l'administration centrale...) était essentiellement du domaine des femmes, selon un schéma analysé par Collet (1991). La plupart des familles étaient pauvres et les heures de travail interminables, à la fois pour les hommes en mer et pour les femmes qui traitaient la sardine et autres espèces de façon artisanale, qui vendaient ou échangeaient la production, qui s'occupaient des enfants et du ménage en général.

La place de la pêche dans l'économie locale s'est progressivement réduite du fait de la surpêche et parce que l'activité touristique offre des revenus plus stables aux femmes plus jeune, même si le rôle de la femme dans la fondation et la gestion d'un foyer reste toujours aussi important. Dans le contexte économique et politique actuel, les familles de pêcheurs artisans considèrent que les appels à la création d'aires marines protégées de la part du secteur du tourisme représentent le stade ultime de la marginalisation plutôt qu'une bonne solution pour se donner un nouveau rôle socio-économique. Les pêcheurs côtiers toujours en activité n'ont

pas, dans les réflexions en cours, exprimé leurs idées, analysé leur situation, ce qui conduira vraisemblablement à la perte des dernières ressources halieutiques, la perte des moyens d'existence, la perte de leurs façons de vivre.

Les femmes de Galice, Espagne, changent de stratégies - Begoña Marugán Pintos

Conscientes des risques que présentent les évolutions en cours, les pêcheries galiciennes ont depuis plusieurs dizaines d'années tenté de se diversifier. Certains segments de la flottille (quelques gros navires de pêche lointaine, un nombre plus élevé de bateaux artisans et de nombreux petits bateaux côtiers découverts ont cherché à s'adapter.

Les femmes font appel à des stratégies de subsistance en matière de pêche, de culture, d'économie, d'écosystèmes et d'avenir personnel. Ces stratégies incluent les éléments suivants: 1) rôle traditionnel en tant que ménagère, mère, épouse de pêcheur, fournissant une aide significative mais non rémunérée à sa juste valeur et aussi un soutien affectif et sa force de travail; 2) apport de main-d'œuvre gratuite dans une activité d'appui à la pêche (réparation des filets du bateau familial, débarquement du poisson sur le quai, vente de la production...; 3) source de revenus grâce à des activités de pêche personnelles (cueillette de coquillages etc., fabrication de filets, pêche proprement dit) ou en tant que salariée dans des conserveries.

L'invisibilité de cette main-d'œuvre féminine permet aujourd'hui, comme c'était d'ailleurs le cas hier, à la profession de compenser au moins partiellement les coûts de la « modernisation » de l'Espagne.

La mer renferme de moins en moins de ressources et les pêcheurs rémunérés à la part sur la base des volumes capturés gagnent de moins en moins. L'apport des autres membres de la famille permet aux hommes de continuer, ce qui constitue un autre exemple de surpêche « malthusienne » (Pauly, 1990).

Autre système de production intéressant : les *mariscadoras* de Galice. Il s'agit de femmes qui récoltent des coquillages sur la côte. C'est une vieille activité, pénible et autrefois mal considérée. Elles n'étaient pas nombreuses à avoir été à l'école. La mise en œuvre du Programme de l'égalité des chances et du Programme des semi-cultures (aquatiques) initiés par l'Union européenne et le gouvernement galicien a permis à ces femmes de changer d'attitude après avoir pu bénéficier de cours et de formations concrètes sous l'effet de la nouvelle reconnaissance sociale apportée par ces programmes publics. Elles ont commencé par s'organiser et ont lancé des cultures de coquillages sur la grève. La production a augmenté, leur situation économique s'est améliorée. Aujourd'hui, en visant une exploitation durable, elles organisent collectivement pratiquement tout le cycle de production : ensemencement des plages et des zones proches du rivage, ramassage des coquillages, vente de la production « à la ferme ». A maints égards, elles ont amélioré l'environnement. Et quand elles ont commencé à se former, elles ont réalisé qu'au sein des Cofradías (groupements professionnels), elles pouvaient prétendre à plus de droits que ce qu'on leur avait auparavant concédé. Elles ont alors compris que, si elles se rassemblaient, elles pouvaient (et devaient) être représentées au bureau de ces structures. Grâce à la mise en œuvre de cette approche de genres, et s'appuyant sur une réglementation visant à protéger la ressource et sur la fourniture d'infrastructures appropriées, des *mariscadoras* sont, en certains endroits, parvenues à des positions de leadership, alors que les *cofradías* étaient traditionnellement le domaine des hommes (voir Meltzoff, 1989; Marugán Pintos, 2004). Est-ce que cela pourrait servir d'exemple à grande échelle pour l'indispensable évolution vers une exploitation durable de nos précieuses ressources halieutiques?

Femmes de la pêche en Bretagne – Kátia Frangoudes

La Bretagne est une région de France où la pêche est une vieille tradition. Autrefois, tout comme dans bon nombre de régions, les femmes participaient à terre à diverses activités de la filière pêche. Elles vendaient le poisson, triaient la sardine et les huîtres. Plus récemment, avec le rétrécissement de l'espace économique occupé par les pêcheries côtières et le développement d'un nombre restreint d'opérations industrielles à haute technologie, les rôles se sont diversifiés. On trouve maintenant ces femmes dans la gestion de l'entreprise familiale, la banque, la comptabilité, la communication, les relations publiques... Certaines gèrent des restaurants pendant la saison touristique et participent au développement du tourisme maritime dans la région afin de compenser la baisse des revenus provenant des activités de pêche, tout en gérant les risques inhérents à la pêche de capture. Les femmes consacrent environ 2-25 heures par semaine à des activités à terre liées à la pêche au large, entre 42 et 54 heures par semaine lorsqu'il s'agit de petite pêche.

Par le passé, on entrait dans le métier selon un processus de reproduction sociale bien ancré dans les populations côtières et les traditions familiales. Les propriétaires de bateaux et les matelots avaient appris le métier auprès de leur père ou un proche. De nos jours, attirer les jeunes vers cette profession devient un vrai problème dans la plupart des régions françaises, tout comme ailleurs en Europe. Les conditions de travail, les revenus escomptés, de nouvelles possibilités de diversification, de mobilité sociale ont contribué à une perte progressive d'intérêt pour le métier de marin. Plus que les pères, ce sont les mères surtout qui incitent leurs enfants à continuer leurs études, à quitter le monde de la pêche, à chercher mieux dans d'autres secteurs économiques. C'est particulièrement évident dans les endroits où la pêche a acquis une mauvaise image de marque (la vaste majorité). Les femmes ne souhaitent pas que leurs enfants suivent la trace de leur père. C'est pour cela qu'on trouve beaucoup d'étrangers dans les équipages sur les bateaux français. L'état de dégradation de la ressource constitue une menace très réelle pour la survie des métiers de la pêche dans les populations littorales.

Même s'il y a eu des améliorations dans la législation du travail, il n'y a pas en France de véritable reconnaissance sociale pour les femmes de la pêche et de l'aquaculture ni pour leurs organisations. C'était différent au début des années 1980 lorsque les femmes de l'ostréculture bénéficiaient d'un certain statut et pouvaient accéder à des formations. Après la crise de 1993, et dans le cadre de la loi de 1997 sur les pêches maritimes et les cultures marines, les femmes mariées peuvent acquérir des droits sociaux personnels uniquement en tant que « conjointes collaboratrices ». Celles qui ne sont pas mariées n'ont pas ces avantages. Cela tient au régime de l'assurance sociale en France. En plus, ce sont les hommes qui prédominent dans les syndicats français, dont les femmes sont pratiquement exclues. Dans les programmes de gestion des pêches, il n'y a guère de place pour les préoccupations de femmes, encore moins pour leur contribution historique à la préservation de la ressource.

« Nous pêchons à la fois en tant que groupements de femmes et en tant que personnes indépendantes »: Perspectives autour du lac Victoria (Tanzanie, Kenya, Ouganda) – Modesta Medard et Kim Geheb

Du fait de la place centrale qu'elles occupent dans les localités de pêcheurs et d'agriculteurs autour du lac Victoria, les femmes sont très sensibles à la détérioration de la qualité de la vie et de l'environnement que connaît aujourd'hui la Tanzanie. Pour que les choses s'améliorent, il faudrait que soit officiellement reconnu l'apport diversifié des femmes de Tanzanie et des autres pays riverains au bien-être social et économique des unités domestiques, et qu'il soit clairement tenu compte de cette contribution dans les plans de développement.

Avec des méthodes d'évaluation rurale participative, on a réalisé des entretiens approfondis avec quatorze adhérentes d'un groupement de femmes appelé KIMAWAKA, basé au village de Katunguru, dans la région de Kagera à l'ouest de la Tanzanie, lors de plusieurs visites sur le terrain effectuées entre 1999 et 2001, et également des entretiens complémentaires avec des hommes et des femmes (membres ou pas du groupement) à Obenge, Kenya, Lwalalo, Ouganda, et avec des responsables de village.

Des données collectées, il ressort que les femmes occupent une place primordiale dans la vie de l'unité familiale et les soins aux enfants, que leur apport à l'économie domestique est fort important. Les ressources du lac Victoria s'amenuisent sous l'effet de la pêche industrielle et la disparition des gros individus (descente de la chaîne trophique), et les profits économiques sont de plus en plus accaparés par un petit nombre d'usinières et d'exportateurs. Pour beaucoup de familles vivant au bord du lac, la pêche ne suffit plus à nourrir la famille et il faut de plus en plus trouver des revenus d'appoint. Les femmes sont au pied du mur et doivent chercher de nouveaux moyens pour faire vivre la famille. A part quelques exceptions cependant, les femmes restent réactionnelles face aux besoins d'argent immédiat et ne parviennent pas à constituer un capital suffisant pour acquérir une certaine liberté de manœuvre. Les mécanismes de gestion de la ressource en cours n'ont pas permis d'éviter la surpêche, dans ses aspects biologiques et économiques. Parce que leur rôle n'est pas officiellement reconnu, les femmes subissent un dumping social qui les oblige à aller pêcher elles-mêmes, à subventionner l'activité professionnelle des hommes, ce qui aggrave finalement la surexploitation de la ressource, et ce qui pousse aussi certaines à la prostitution pour obtenir le poisson indispensable à leur commerce. Au bout du compte, le résultat est clair: dégradation du tissu social, dégradation des écosystèmes.

Femmes des campagnes et gestion durable de la pêche dans le sud du Nigeria – Stella B. Williams, Funmilola Omatoso, Nike Adewoyin, Mercy Adeogun et Iyabo Adeogun

Des données ont été rassemblées à partir d'articles déjà publiés, de visites sur le terrain dans 36 villages de pêcheurs effectuées du 30 janvier 1998 au 1 décembre 2001 et d'entretiens personnels avec divers acteurs (hommes, femmes, jeunes, responsables de structures coopératives dans des localités de pêcheurs du delta du Niger réparties sur les neuf Etats de la région du fleuve Niger: Abia, Akwa Ibom, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo, Imo, Ondo, Rivers. Voici le tableau global qui ressort de ces informations. Dans le delta du Niger, la pêche et l'aquaculture étaient les deux principales activités économiques des populations. Ainsi vivaient les communautés rurales bien avant la découverte de l'or noir, ce pétrole qui a bouleversé les structures économiques du pays. Les hommes de la côte se déplaçaient avec le poisson. Les pêcheurs migrants nigériens étaient des Ijaws, des Ikales, des Ilajes, des Itshekiris, des Urhobos, des Ibos du delta, des Aworis. On trouve ces groupes ethniques (auxquels s'ajoutent les pêcheurs migrants venus du Ghana) sur des îles isolées du lac Tchad, au Cameroun, à Porto Novo, au Gabon, dans d'autres avant-postes des côtes de l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Du fait de leurs déplacements prolongés, ces pêcheurs côtiers devenaient souvent polygames, laissant derrière eux femmes et enfants et constituant une nouvelle famille dans leur nouvel endroit. Les femmes et les enfants participent à la production de diverses manières: débarquement de la pêche, transformation, conservation et vente des denrées, fabrication de filets et de pièges, ramendage, et en plus cultures et élevage pour nourrir la famille (voir Adekanye, 1989; Altieri, 1993; Williams et Awoyomi, 1996). En cas de nécessité, les femmes adultes (35-50 ans) pêchent également dans les baies, les criques, les rivières et parfois les fleuves. Elles utilisent des pirogues de moyenne ou grande dimension, monoxyles ou bordées,

jamais avec un moteur hors-bord. Les engins de capture habituels sont des filets traditionnels (calés, trémails, dérivants) et des pièges faits de jonc ou de roseau. Nombreux sont les hommes qui ne reviennent pas au logis à la fin de la saison de pêche, de sorte que 75 % des femmes sont de facto chef de famille et doivent pourvoir seules aux besoins de la famille. Leurs heures de travail sont donc particulièrement longues, et pourtant rien de tout cela n'apparaît dans les données collectées relatives aux unités familiales, par les recensements nationaux, pour la bonne raison que la femme n'est pas encore l'égale de l'homme.

Au début de l'exploitation pétrolière dans le delta, il y a presque cinquante ans, la main-d'œuvre était généralement extérieure à la région. Les habitants du lieu, femmes, jeunes et pêcheurs migrants se retrouvaient dans un environnement dégradé pour vivre d'activités traditionnelles, avec très peu de chances de trouver un autre moyen d'existence. La Politique nationale pour le partage des ressources naturelles reste étrangère aux besoins des femmes des zones rurales, qui s'inscrivent dans une perspective de développement durable et d'égalité des sexes. Ces besoins sont nombreux: scolarisation, amélioration des conditions de vie dans les campagnes, développement de compétences favorables au dynamisme économique, création d'infrastructures sociales et économiques, évaluation des impacts environnementaux et réhabilitation des terres et des écosystèmes aquatiques, protection de l'environnement, mise en œuvre, suivi et évaluation pour informer la population quant aux futurs plans d'action publique et privée, analyse des actions du gouvernement et des entreprises privées. Les femmes ont demandé aux autorités de les écouter, de faire en sorte que les entreprises qui ont investi dans l'économie de la région pensent enfin à concrétiser leurs nombreuses promesses. Jusqu'ici ces démarches ont été vaines.

En Sierra Leone, des femmes aussi vont à la pêche – Patience B. Browne

Dans toutes les communautés de pêcheurs, les hommes, les femmes et les enfants ont chaque jour un certain nombre de choses bien définies à faire. La capture du poisson proprement dit est de la compétence des hommes. Ils sortent avec leurs pirogues et divers engins de pêche. Ce sont aussi des hommes qui construisent ou réparent les bateaux, qui réparent les filets et autres engins de capture.

A côté de leurs tâches ménagères, les femmes s'impliquent de plus en plus dans des activités liées à la pêche, en tant que formatrices, vendeuses, propriétaires de bateau aussi. Traditionnellement c'est l'homme qui capture le poisson, mais les femmes s'engagent de plus en plus et certaines interviennent occasionnellement avant capture, essentiellement pour la réparation des filets. Après capture, elles achètent, transforment et revendent le poisson. Pour elles, cela peut représenter huit ou dix heures de travail par jour, sans qu'elles soient vraiment secondées (voir Browne, 2002).

Au retour de la sortie en mer, le poisson tout juste débarqué est vendu aux femmes qui le commercialisent ensuite brut ou séché. S'il faut le sécher, les femmes et les enfants le nettoient, enlèvent les nageoires et les viscères (pour certaines espèces), vont chercher du bois, sèchent le poisson sur un *banda*, qui est une structure faite de murets de torchis et de barres de bois ou de métal, haute de 1 m environ. La vente du poisson frais ou transformé est effectuée par les femmes et les enfants.

Pendant la guerre civile, l'activité économique a beaucoup souffert. Lorsque les gens n'ont pas pu fuir les zones de conflits pour se rendre dans des villes ou des camps de réfugiés de l'intérieur, ils ont généralement perdu leur outil de travail. Dans la période 1971-1993, la flottille pirogrière représentait environ 70 % de la production. Avec les conditions qui

prévalaient pendant la guerre civile, il n'en restait pas grand chose. A la saison sèche, qui va de septembre à mars, de petits groupes de femmes essayaient d'attraper un peu de poisson pour la famille à l'aide d'haveneaux le long des rivières et des baies, là où c'était possible.

Très peu de femmes ont réussi à sortir de cet enchaînement de pauvreté, parfois fatal, pour lancer une entreprise de dimension variable. Parmi elles, une femme avait su tirer parti d'un projet de développement (AFCOD) soutenu par le Fonds de développement européen dans les années 1980. Elle a obtenu aussi un prêt pour l'achat d'un bateau artisan et est parvenue à agrandir son affaire grâce à une bonne gestion.

Femmes du Brésil (Amazonie et littoral): moyens d'existence et résilience – Alpina Begossi

Il existe une documentation sur les activités économiques des femmes de neuf communautés de la forêt atlantique le long de la côte dans les Etats de Rio de Janeiro et de Sao Paulo (à partir de 1986) de sept portions de fleuves dans le bassin Araguaia-Tocantins et de la Réserve extractive du Haut Juruá (1987-1997). Parmi ces activités, on peut citer: cultures sur brûlis, tâches ménagères, soins aux enfants, préparation du manioc, objets d'artisanat, collecte de plantes, pêche, accueil de touristes.

Dans certains sites, le long de la forêt atlantique, sur l'île de Buzios par exemple, des jeunes femmes se détournent des occupations agricoles et se concentrent sur l'habitation et les enfants. Au voisinage des villes, elles pratiquent un peu la vente de poisson dans le secteur informel. Dans d'autres sites (îles de Jaguanaum et Picinguaba), le tourisme incite les femmes à s'employer comme femmes de ménage.

On observe les mêmes tendances dans les sites d'Amazonie, mais il y a aussi des femmes qui pêchent pour trouver de la nourriture. Les propositions énoncées en matière de gestion locale portent rarement sur les activités des femmes, alors que celles-ci jouent un rôle important dans la médecine traditionnelle, la survie des traditions culturelles, la préparation et la vente de produits alimentaires. Il n'est pas certain, face aux transformations de l'économie et de la société, que ces communautés, y compris les femmes, pourront s'adapter encore et survivre. L'analyse des stratégies de résilience peut se révéler utile pour mieux comprendre les diverses interactions vécues par les femmes de la forêt au Brésil, à plusieurs niveaux et pour plusieurs ressources.

Des femmes sur l'eau? Participation des femmes à la pêche maritime dans le sud-est du Brésil – Maria A. Gasalla

La participation des femmes à la pêche brésilienne est plus diversifiée que ne le laisseraient entendre les stéréotypes masculins qui ont cours. Dans la baie de Bight, au sud du pays (Etats de São Paulo et de Rio de Janeiro, les femmes participent de multiples façons à la production, à la transformation (artisanale et industrielle), la commercialisation, la distribution des ressources halieutiques. En tant que conjointes collaboratrices, elles jouent aussi un rôle important en appui, mais ce travail reste généralement non reconnu et non rémunéré. Il arrive aussi que des femmes aillent en mer, sur des bateaux d'artisans, à moteur ou sans moteur, qui pêchent le calmar à la turlutte.

Mais c'est surtout à terre que leur présence est significative, qu'elles accomplissent des tâches variées: administration de l'entreprise de pêche, contact avec l'administration et autres services, ce qui correspond à des responsabilités de gestion qui s'ajoutent à toutes sortes d'interventions non reconnues et non rémunérées pour les opérations de pêche et de

commercialisation des produits. Ce document utilise des études sociologiques plus générales afin d'explorer les liens entre amélioration de la condition féminine et développement durable de la pêche. On estime que l'amélioration du statut social des femmes et la valorisation de leur rôle sont deux éléments importants qui devraient faciliter la transition entre une situation de crise et le développement durable dans les pêcheries du sud-est du Brésil.

Comment inclure les questions de genres dans les plans relatifs à l'exploitation des ressources côtières au Mexique – Margaret Velazquez

Depuis longtemps, le Mexique a adopté une politique dynamique quant à la prise en compte des aspects de genres dans l'administration des pêches. Des femmes sont parvenues à des responsabilités ministérielles et ont été actives dans la préparation du Sommet de la Terre à Rio, à la Conférence de Cancún, dans la déclaration qui a donné lieu au Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO et d'autres initiatives internationales. L'importance de la recherche sur le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture reste cependant limitée, même si le Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche (SEMARNAP) estime que la pêche représente 1 % du PIB, les Etats de Baja California Sur, Sinaloa, Sonora et Veracruz étant les principaux contributeurs.

La production nationale s'établit à environ 1,5 million de tonnes. Certaines pêcheries montrent des signes de surexploitation. La flotte côté Pacifique est la plus importante tandis que du côté Atlantique on met en œuvre des bateaux plus petits. Le Mexique exporte 15 % de sa production de poisson sauvage et d'élevage, la crevette étant l'espèce la plus importante en valeur. Sur certains endroits de la côte, des effluents industriels, les établissements pétroliers et de grands complexes touristiques provoquent une dégradation sensible de l'environnement.

Il n'existe pas de liens très forts entre la recherche, les communautés côtières et les divers opérateurs de la pêche. Il y a là des progrès à faire, et il faudrait aussi mieux tenir compte à la fois de la dimension écologique, environnementale et sociale. En mettant en œuvre des études participatives et des formations sur le tas afin d'améliorer la gestion des espaces côtiers, on pourrait sans doute contribuer à améliorer le niveau de vie des gens et en même temps mieux protéger l'environnement.

Voici un certain nombre de thèmes qui devraient être utiles pour l'étude des zones côtières du Mexique et leurs systèmes sociaux et écologiques:

- a) Division du travail et des responsabilités;
- b) Droits de propriété, accès au crédit et à la ressource pour les hommes et les femmes dans les différents Etats côtiers;
- c) Cadre institutionnel de la gestion de la ressource, comment les organismes de financement aident les familles et peuvent apporter un appui à des groupes vulnérables sans déstabiliser la ressource;
- d) Répercussion des politiques économiques globales sur la pêche (marchés, réglementation en matière d'environnement et de sécurité sanitaire des aliments);
- e) Fonctionnement des écosystèmes marins, dynamique et productivité économique.

Femmes pêcheuses à Terre-Neuve et Labrador, Canada: travail, savoir, formation, santé – Brenda Grzetic

Dans le contexte de restructuration en cours à Terre-Neuve et Labrador à la suite de l'effondrement des pêcheries de morue, les femmes de marins pratiquant la petite pêche ont dû redoubler d'efforts pour que la famille puisse continuer à vivre de cette activité. Depuis les années 1980, tandis que les hommes quittaient la profession pour aller en retraite ou faire un autre métier, on a observé une augmentation significative du nombre de femmes travaillant sur des embarcations de pêche. La restructuration de l'assurance chômage (en général et pour le secteur de la pêche) a créé une situation dans laquelle la baisse des revenus de la famille, l'augmentation du coût de la vie, l'insuffisance de l'emploi pour les femmes dans les ateliers de transformation du poisson et autres depuis l'application du moratoire ont conjugué leurs effets et poussé les femmes à tenter de vivre directement de la pêche (Neis et Grzetic, 2000).

Certaines pêcheuses ont eu la chance d'avoir autour d'elles un mari, un collègue, des amis, une famille qui n'avaient pas une opinion intransigeante sur la nature de la main-d'œuvre, sur la place des femmes. Toutes n'ont pas été ainsi soutenues. La plupart savent que la sympathie a des limites et elles ne s'aventurent pas trop loin dans les structures institutionnelles en dehors de la famille. Elles ont appris les gestes qu'il fallait pour un travail précis sur le bateau, et au fil du temps certaines ont acquis un savoir-faire supplémentaire. Ces femmes sont heureuses et fières de contribuer à l'équilibre financier de la famille. L'argent tiré de la pêche les a aidées à faire face à l'augmentation des charges depuis la restructuration du secteur de la pêche et des programmes sociaux (y compris l'enseignement post-secondaire) depuis les années 1980. Pour beaucoup de femmes couvertes par la présente étude, l'argent obtenu par leur activité de pêcheuse était bel et bien une affaire de vie ou de mort pour l'entreprise familiale.

Le milieu de travail de ces femmes travaillant sur des embarcations n'est pas sans poser quelques problèmes pour la santé et le confort individuel. Les politiques mises en œuvre ont fait l'impasse sur certains aspects: santé et genres, dégradation de l'environnement, milieu de travail, environnement physique, scolarité, formation, réseaux d'appui: d'où des risques accrus pour la santé de l'ensemble des pêcheurs, et surtout pour les femmes. Ces risques sont attribuables à plusieurs facteurs: disparition du poisson de fond, changements dans le milieu de travail, préjugés sociaux sur leur occupation, charge de travail et responsabilités, professionnalisation et programmes de formation. Les sujets d'inquiétude en matière de travail sont essentiellement: leur triple charge de travail au cours de la saison de pêche, la pression exercée par de nouvelles réglementations, la ségrégation du travail et de l'apprentissage à bord des bateaux. Les restrictions subies en matière de travail et d'obtention et possession d'une licence de pêche font qu'elles continuent d'être en marge, qu'elles ont du mal à se concevoir autrement que comme une force d'appoint.

Les politiques de restructuration de la pêche et l'amenuisement de la ressource mettent en danger les revenus des petits pêcheurs côtiers qui ont tendance à prendre davantage de risques dans leur travail. En l'absence de toute formation préalable, pour la sécurité, certaines femmes ont éprouvé le besoin de prendre sur elles-mêmes à bord, ce qui a été une source accrue de stress et alourdissait encore la charge de travail. Au cours des entretiens, certaines ont estimé que les femmes continueront d'aller en mer sous l'effet de la raréfaction de la ressource, l'augmentation des frais d'exploitation et l'accès de plus en plus limité à la ressource. Les femmes pensent que, compte tenu des divers mécanismes de suivi, des critères environnementaux, leur présence dans la pêche sera plus visible, et qu'elles seront finalement plus nombreuses à aller sur l'eau.

Les divers organismes du secteur de la pêche devraient s'attacher à créer un espace convivial pour les pêcheuses, à promouvoir leurs droits, à exprimer leurs besoins en matière d'emploi à venir, de revenus, de santé. Ils doivent œuvrer ensemble pour assurer une pérennisation des stocks. Les gens de la pêche et ceux qui représentent des structures publiques devraient combiner leurs efforts, être attentifs aux besoins de ces femmes, qu'il faut considérer comme une force de travail sérieuse et importante qui a beaucoup à apporter à la pêche et aux politiques de la pêche.

Femmes de la pêche et de l'aquaculture dans deux îles du Pacifique – Mecki Kronen et Aliti Vunisea

Les résultats présentés ici sont basés sur des données collectées dans le cadre du projet DemEcoFish. Ce projet cible deux pays, les Fidji et Tonga, pour représenter la Mélanésie et la Polynésie. Dans chaque pays, on a retenu trois grandes régions géographiques: Ha'apai, Vava'u et Tongatapu pour Tonga, Viti Levu, Vanua Levu et Lau pour les Fidji. Dans chacune de ces régions, deux communautés littorales ont été choisies, selon des critères socio-économiques (proximité d'un centre « urbain », isolement) et écologiques relatifs aux zones de pêche (île basse ou élevée, avec ou sans accès à un système lagunaire important).

Pour ce qui est de la méthode, on a recours à un sondage unique et rapide pour vérifier l'hypothèse selon laquelle la dynamique sociale détermine de manière significative la nature et l'importance de la pression de pêche. Dans l'enquête socio-économique, pour chaque village on utilise une combinaison de méthodes communautaires et participatives (cartographie des ressources, classification, notation), des recensements et enquêtes par questionnaires, groupes cibles, informateurs principaux, discussions ouvertes.

Des études de cas portant sur des milieux ruraux au Tonga, on tire les conclusions suivantes: a) La participation des femmes à des activités de pêche ne se limite pas, loin s'en faut, à la cueillette de coquillages, et le choix des moyens de capture dépend des possibilités d'accès à la ressource et de sa disponibilité plutôt que de tabous traditionnels (suggérant une distinction entre la pêche des hommes et la cueillette sur les récifs par les femmes), les femmes utilisant cependant rarement une embarcation motorisée; b) Les femmes apportent au foyer des denrées alimentaires au moins aussi régulièrement que les hommes; c) Si les hommes passent plus de temps en mer, c'est parce qu'ils préfèrent les sorties de nuit avec leur bateau à moteur. Les femmes préfèrent aller à la côte de jour parce que cela ne les gêne pas dans leur rôle de ménagère et de mère de famille; d) Les hommes et les femmes en savent autant sur leur environnement, leur savoir-faire est égal, mais les femmes pêchent surtout pour approvisionner la table familiale plutôt que dans un autre but.

Les choses sont assez différentes aux Fidji où l'économie monétaire est plus développée, où l'on observe une augmentation de l'effort de pêche et de la mécanisation des embarcations, des clivages moins précis entre les activités des hommes et des femmes. Aux Fidji, les femmes font assez fréquemment la pêche au poisson, elles utilisent des bateaux à moteur et accompagnent très souvent le mari en mer. Leur part est parfois calculée dans celle du mari, surtout si les deux travaillent ensemble au filet maillant, ce qui a pour conséquence une fréquente sous-estimation de l'apport des femmes. La production de la femme sert d'abord à nourrir la famille, les amis et le surplus est vendu. La production des hommes apporte aussi des protéines à la famille mais vise généralement la commercialisation.

L'évolution des stratégies et des pratiques de pêche réparties entre les hommes et les femmes dans le Pacifique-Sud indique clairement que la pêche sur les récifs et dans les lagunes

demeure l'une des principales sources de sécurité alimentaire pour les populations côtières. Les enquêtes portant sur Tonga et les Fidji font apparaître qu'on préfère maintenant de nouvelles sources de revenus, plus lucratives que la pêche artisanale, ce qui pousse certains membres de la famille à aller chercher un emploi salarié dans des centres urbains plus ou moins éloignés. Il en résulte que les femmes doivent pourvoir sur place aux besoins alimentaires de ceux qui sont restés. Si les envois d'argent se font irréguliers, la vente de la pêche des femmes sert de plus en plus à faire face aux dépenses saisonnières (pour l'école, pour l'église...), occasionnelles (funérailles, mariages...) ou régulières (dépenses essentielles de l'unité domestique).

L'impact de la pêche est bien visible dans la situation actuelle des ressources coralliennes, et il est clair qu'il faudrait se tourner vers d'autres ressources (activités) dans cet environnement côtier, ou/et trouver d'autres sources de revenus. Certains considèrent que l'aquaculture pourrait remplir durablement ce rôle pour faire vivre les populations de la côte. Mais c'est une activité toute récente dans le Pacifique et encore peu répandue. Aux Fidji, les femmes pratiquent avec succès la culture d'algues, un créneau dont elles ont largement pris le contrôle. Mais il faut être prudent quant à l'introduction de nouvelles espèces, leur implantation et leur manipulation de peur qu'elles ne prolifèrent ensuite dans l'écosystème local. Pour développer le savoir-faire indispensable à une bonne pratique de l'aquaculture, des études de faisabilité, des formations et un appui approprié seront au préalable nécessaires, étant donné les contraintes inhérentes au Pacifique-Sud: grandes distances, éloignement des sites, absence de réseaux commerciaux.

Femmes de la pêche côtière en Asie – Chandrika Sharma

Des millions de gens vivent de la pêche en Asie. Ce secteur économique est de toute évidence une source majeure d'emplois, de revenus et de sécurité alimentaire. Selon la FAO (2004), sur un nombre estimé de 38 millions de personnes vivant directement de la pêche ou de l'aquaculture de par le monde en 2002, 32,8 millions (87 %) étaient en Asie, ayant une activité de pêche généralement à temps partiel.

Dans le contexte asiatique, on se préoccupait surtout de production plutôt que de gestion propice à une exploitation durable de la ressource. De nombreuses études récentes font apparaître que les ressources côtières font l'objet d'un prélèvement optimal ou de surpêche. Des changements rapides se sont produits au cours des dernières décennies, notamment en matière de technologie des pêches, de développement touristique, de crevetticulture (d'aquaculture de crevettes), d'urbanisation.

Ces évolutions ont eu diverses conséquences, souvent négatives, pour les femmes des communautés de pêcheurs. Avec l'introduction de nouvelles techniques (machines à fabriquer des filets, mono filament et autres), beaucoup de femmes ont perdu leur travail, en Inde par exemple. Avec la centralisation des débarquements, nombreuses sont celles qui sont obligées d'aller s'approvisionner au loin. Elles se trouvent de plus en plus en concurrence avec les agents des exportateurs, et divers courtiers. Comme elles ont bien du mal à trouver des crédits, elles obtiennent surtout des espèces à faible valeur marchande qui, une fois transformées et vendues, ne leur laisseront qu'une bien faible marge bénéficiaire. Les politiques gouvernementales ont surtout soutenu le secteur de la capture proprement dit où les hommes prédominent, tandis que les femmes, qui ont toujours du mal à accéder au crédit et aux divers programmes d'appui, restent en marge.

Confrontées à la rapidité des évolutions, les femmes ont dû trouver de nouveaux créneaux à exploiter. C'est ainsi que certaines traitent les prises accessoires des chalutiers dans les ports. D'autres ont développé leurs activités de transformation et de vente. Nombreuses sont celles qui ont trouvé un emploi dans les conserveries, en Thaïlande, en Inde, aux Philippines par exemple. Si des femmes ont dû abandonner une activité liée à la pêche, d'autres y ont trouvé quelque chose de nouveau à faire et profitent du changement.

Avec l'accroissement de la pression sur les ressources côtières et la dégradation de l'environnement dans cet espace, il arrive que dans certains endroits, les femmes doivent consacrer plus de temps aux corvées habituelles, la collecte d'eau et de bois en particulier. De nouveaux intervenants sont venus accaparer des portions de plage et de front de mer, et les femmes ont dû parfois abandonner l'endroit où elles triaient leur poisson et le faisaient sécher.

Les femmes des communautés de pêcheurs ont commencé à s'organiser un peu, pour attirer l'attention sur des aspects, des problèmes qui les touchent en tant que travailleuses de la pêche et aussi au sein du groupe, en tant que ménagères et mères de famille.

Dans ce contexte, les nouveaux travaux de recherche devraient finalement viser à mieux faire connaître la contribution des femmes au secteur de la pêche et, ce faisant, améliorer les politiques afin qu'elles profitent également aux femmes et qu'elles favorisent une exploitation à la fois plus durable et plus équitable de la ressource. L'échec le plus flagrant après plus de deux décennies d'études pertinentes mettant en lumière le rôle des femmes dans la pêche, c'est l'absence de statistiques précises, fiables et globales dans ce domaine. Cela s'explique forcément par les choix politiques. Il est essentiel de remédier à cette absence de données.

Questions de genres dans la pêche et l'aquaculture : initiatives dans la région du Mékong – Kathleen I. Matics

Les femmes de la pêche et de l'aquaculture du Cambodge, du Laos, de Thaïlande, du Vietnam sont confrontées à toute une série de problèmes dont on ne parlait pas il y a quelques années. Lors d'un séminaire marquant sur les femmes de la pêche en Indochine, organisé en mars 1996 par le PADEK (Partenariat pour le développement au Kampuchea), des femmes avaient fait part de certaines de leurs difficultés, notamment le manque de possibilités de formation et d'accès à la ressource. Puis il y a eu un certain nombre d'ateliers visant à créer quatre réseaux nationaux consacrés aux questions de genres, ce qui a débouché en 2000 à la constitution d'un réseau à l'échelon régional. Depuis, le programme Pêche de la Commission du Mékong (MRC) a permis à ce forum de se tenir chaque année, d'échanger des points de vue et de chercher des solutions aux problèmes des femmes de la pêche. C'est ainsi qu'au fil du temps les femmes de la pêche sont devenues plus visibles aux yeux des décideurs publics et dans l'opinion. Les statistiques nationales font mieux apparaître la contribution des femmes au développement économique et social des pays concernés.

Cambodge – L'agriculture représente 40 % du PIB et la pêche entre 8 % et 10 %. On estime que le poisson constitue entre 4 % et 10 % des protéines animales disponibles, ce qui est fort important pour la sécurité alimentaire. Auparavant, on ne tenait pas compte de la contribution des femmes au secteur de la pêche : elles restaient invisibles malgré l'appui qu'elles apportaient aux opérations de capture, malgré leur place prédominante dans la commercialisation. Dans les phases de préparation des projets de développement, les femmes n'étaient pas dans le coup et elles ne participaient pas aux prises de décision. En fait, elles étaient souvent exclues du processus général de développement. Maintenant (enfin!) les

pesanteurs qui imposaient des limites à la participation des femmes ont été identifiées, et les femmes font désormais preuve de bien plus de dynamisme.

La Direction des pêches a commencé à soutenir les actions du réseau des femmes de la pêche du Cambodge (CWIF) qui a de bons contacts avec d'autres réseaux semblables de pays voisins. En matière d'accès à la formation et aux services sociaux, les femmes restent désavantagées. C'est pourquoi il est indispensable que les projets de développement accordent une place de choix à l'amélioration des capacités individuelles et collectives.

Laos – Les femmes sont très actives dans le secteur agricole, qui représente 54 % du PIB. Elles occupent 32 % des postes gouvernementaux relatifs aux cultures et assument de très grandes responsabilités. Sur les 972 fonctionnaires de l'administration chargée de l'élevage et de la pêche à travers le pays, 24 % sont des femmes. Elles s'efforcent de promouvoir petit à petit le développement du pays. Leur travail porte des fruits, qui sont évidents dans les performances du secteur de la pêche.

En 2001, la production atteignait 73 153 tonnes, soit une augmentation de 152 % par rapport à 1996. Cette même année, la pêche représentait entre 7 % et 8 % du PIB. Sur la base d'une étude récente portant sur les femmes, le travail des femmes y serait pratiquement pour une moitié. La production aquacole était de 43 1000 tonnes en 2001, contre 18 000 tonnes en 1996. Actuellement la consommation annuelle moyenne de poisson et autres animaux aquatiques est d'environ 14 kg.

Dans les pêcheries du Laos, les tâches respectives des hommes et des femmes sont bien distinctes, même si elles peuvent se recouper. Dans les pêches de capture, ce sont les hommes essentiellement qui fabriquent les filets et attrapent le poisson. S'il s'agit d'une pêche de subsistance, c'est la femme qui prend le poisson et répare le filet. Les Laotiens traitent le poisson pour le consommer, le conserver, en faire un petit commerce. Dans la région du lac Nam Ngum, au centre du pays, les femmes (plus de la moitié de la population) s'occupent de pêche et d'aquaculture d'une façon ou d'une autre : nettoyage des bassins, fertilisation, alimentation du poisson, capture, vente. Elles préparent et conservent aussi du poisson pour nourrir la famille. En 1999-2000, dans la province de Vientiane et la municipalité de Vientiane, 13 formations sur la transformation du poisson ont été organisées à l'intention des pêcheurs, pour en tout 264 participants, dont 80 % de femmes. Le gouvernement a fourni des matériaux et divers équipements pour améliorer la qualité de la production artisanale familiale dans les villages autour du lac Nam Ngum.

Thaïlande – Malgré la forte augmentation de la production de poisson, et plus récemment de la crevetticulture, très peu d'enquêtes ont été faites sur la situation des gens dans ce secteur. Seulement 1,3 % des projets approuvés traitait des aspects socio-économiques des populations de pêcheurs. Aucune étude ne portait sur les questions de genres. Jusqu'à une date récente, les statistiques et les données relatives à la pêche n'étaient pas différenciées en fonction du sexe.

Récemment, et dans une certaine mesure, on a admis que les femmes sont aussi, aux côtés des hommes, des actrices incontournables pour une bonne gestion de la ressource et dans la production. En octobre 2001, la Direction des pêches a accepté de servir de point focal pour le réseau des femmes de la pêche en Thaïlande (TWIF). Depuis 2002, TWIF mène un projet de recherche en collaboration avec l'Institut asiatique de technologie (AIT), Université de Chulalongkorn (Institut de recherches sociales), avec l'appui du gouvernement royal. La Direction des pêches fait désormais partie du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, nouvellement constitué. Elle a été organisée en deux parties : la section Pêche

maritime et en eau saumâtre, et la section Pêche continentale. L'administration a prévu un poste de « chargé des questions de genres ».

Vietnam – Plus de 3,4 millions de personnes ont une activité liée à la pêche: capture, élevage, transport, transformation, distribution, commercialisation du poisson et produits dérivés. Au moins la moitié de ces gens sont des femmes des campagnes et de la côte. Dans les ateliers de transformation et les conserveries, 84 % de la main-d'œuvre est féminine. Le réseau des femmes de la pêche au Vietnam (VWIF), constitué en mars 1999, est chapeauté par la *Commission pour la promotion des femmes de la pêche* (CAWF). Il fait partie intégrante du Réseau genres et développement de la pêche dans la région du Mékong.

Le réseau VWIF a rappelé à la CAWF combien il est important de constituer une base de données sur les problèmes de genres et de promouvoir la parité hommes-femmes à l'intérieur du ministère des pêches (MOFI). La CAWF et le réseau VWIF ont élaboré un plan d'action sur les aspects de genres pour 2003-2005 qui vise à améliorer, grâce au développement des compétences, la situation des femmes afin qu'elles deviennent des partenaires égales des hommes sur les lieux de travail, et aussi en matière de scolarisation et de formation, de santé, et globalement, dans la vie politique, culturelle et sociale du Vietnam.

3. Leçons à tirer des études de cas et de la documentation disponible

Un certain nombre d'aspects généraux ont été observés. Sur la base des statistiques mondiales des Nations unies relatives aux femmes, on constate que les femmes représentent la moitié de la population mondiale et fournissent environ les deux tiers des heures travaillées. Dans les pays en développement, les femmes assurent la moitié de la production agricole totale (dans la plupart des pays, cela inclut pêche et aquaculture). Pourtant elles ne disposent que du 1/10^e du revenu total et ne possèdent que le 1/100^e du patrimoine total. Dans les pays en développement, près des deux tiers des femmes sont analphabètes, même s'il existe quelques exceptions remarquables, comme c'est par exemple le cas au Kérala, un Etat du Sud de l'Inde qui a misé sur l'éducation pour favoriser le développement. Un tiers des familles à travers le monde ont à leur tête une femme; au Cambodge, la femme est chef de ménage dans la moitié des cas. Même lorsque le chef de famille est un homme, c'est souvent la femme qui tient les rênes à la maison car c'est généralement elle la gestionnaire. Dans les pays en développement, lorsqu'on passe dans le champ du politique et de la vie publique, près des 9/10^{es} des représentants locaux ou nationaux sont des hommes. Ces constatations à l'échelle mondiale sont corroborées par plusieurs études de cas résumées ici.

3.1 Rôle ancestral des femmes en matière de préservation

Les deux principales tâches des femmes (fonction reproductrice sur le plan biologique et social en gérant le foyer, fonction économique en contribuant aux revenus et à la sécurité alimentaire de l'unité domestique) se recoupent. La documentation historique fait apparaître que, dans les sociétés anciennes, l'espace féminin était intimement associé à la protection et à l'exploitation durable de la nature. Les femmes avaient parfois (Méditerranée, Pacifique...) des droits particuliers sur des zones marines protégées, en relation étroite avec des croyances religieuses ou mythiques, analogues à celles que l'en retrouve pour les bosquets sacrés et dans les cultes féminins liés à la Déesse Terre. La première aire marine protégée de l'histoire de l'humanité est significativement à l'enseigne du féminin (voir Collet, *pers comm.*; Eisler, 1998). Collet (1992) développe en détail le pouvoir symbolique fort des femmes dans les économies fondées sur la pêche, leur rôle dans la chasse traditionnelle à la baleine en Amérique du Nord et dans la pêche à l'espadon en Méditerranée, dans des endroits où l'orientation maritime des groupes sociaux est avérée depuis quatre millénaires. Ses études ultérieures sur la fonction de protection que les femmes exerçaient par le passé dans diverses îles du Pacifique montrent que le pouvoir magique fort qu'elles détenaient alors disparaît progressivement, emporté par les transformations sociales en cours. A.-M.Hochet-Kibongui a observé des éléments semblables dans des sociétés rurales d'Afrique.

Il ne s'agit pas ici d'idéaliser le rôle des femmes en matière de préservation, de protection. Parmi les systèmes dont on dit aujourd'hui qu'ils étaient mus par une sorte d'éthique de la protection (pêche interdite en certains endroits, certains jours, tels engins interdits...), il y en a sans doute qui sont nés de considérations sociales, pour servir à réduire des tensions, des conflits par exemple. Compte tenu des faibles moyens techniques disponibles alors et de la modération de la demande (pour des raisons démographiques et commerciales), l'exploitation durable de la ressource était relativement bien assurée. Malgré tout, il semble prouvé que dans ces sociétés il existait une relation différente à la nature et que les femmes étaient un facteur de retenue.

3. 2 La soumission actuelle des femmes est associée à un usage non durable de la nature

Les études de cas présentées ici portent essentiellement sur la pêche artisanale des récentes décennies, donc une époque où une bonne partie des anciennes croyances et des fonctions de la femme par rapport à la nature avaient déjà été mises à mal ou avaient déjà complètement disparu. Il ressort de ces textes qu'une bonne part des revenus de l'unité domestique provient des opérations de pêche de l'homme en mer mais aussi que de nombreuses femmes ont une activité de pêche sur le rivage, dans des plans d'eau de la grève à marée basse. Nombreuses sont également celles qui récoltent divers organismes aquatiques ou ont une activité liée à l'aquaculture, surtout en Asie. Les femmes sont très présentes dans les opérations de nettoyage, de transformation, de commercialisation du poisson, de ramendage (réparation de filets), de préparation de l'appât et diverses autres tâches à terre (paperasse, peinture du bateau, jardinage, élevage...). Tout cela apparaît clairement dans les cas présentés ici et dans d'autres publications relatives à toutes les régions du globe.

Au cours des dernières décennies, notamment dans certains pays d'Afrique et ailleurs dans le monde, lorsque des populations côtières ou riveraines sont confrontées à des difficultés économiques et sociales grandissantes, il arrive que les femmes participent de plus en plus à des opérations de capture proprement dite, mais plutôt sur des plans d'eau plus réduits, des fleuves, des rivières, des lacs, des criques et aussi sur la côte.

La présence des femmes dans les opérations après capture de la pêche artisanale (transformation, distribution, vente) est particulièrement importante dans les communautés côtières et riveraines là où les moyens de congélation et de stockage sont insuffisants ou inexistants. Le poisson et les autres produits de la pêche sont des denrées fragiles. Dans la plupart des sociétés où il n'y a pas d'interdits religieux les empêchant de travailler en public, les femmes font souvent profession d'intermédiaires dans les circuits commerciaux. Elles assurent la vente au détail après avoir valorisé la matière première, souvent avec l'aide de leurs enfants.

Sous l'influence de l'industrialisation, la matière première a tendance à échapper à la filière artisanale qui a ses propres mécanismes sociaux et économiques de distribution, sauf lorsque le secteur industriel cède du poisson bon marché aux circuits traditionnels, comme c'est le cas au Nigeria. La mondialisation des marchés s'étend et le pouvoir d'achat élevé des consommateurs dans les trois grandes régions importatrices, et ailleurs dans les grandes villes, crée un fort appel, de sorte que dans la plupart des régions du monde le secteur artisanal subit des contrecoups et que les femmes voient se réduire leur champ d'action en tant qu'artisanes et commerçantes.

Là où les apports de poisson brut sont suffisants pour justifier des installations industrielles (conserveries, ateliers divers), les femmes deviennent travailleuses salariées. C'est le cas dans des endroits bien différents: Espagne, Gambie, Canada, Chili, Asie, Pacifique.

Des études de cas qui ont été présentées au cours de l'atelier et de la documentation déjà disponible, il ressort souvent une idée commune, à savoir que le travail de ces femmes (et donc leur rôle social), bien qu'éminemment appréciable, demeure invisible, non reconnu, non répertorié. Les stratégies adoptées par les femmes sont étonnamment semblables malgré la grande diversité des contextes sociaux et des niveaux de développement. Il existe apparemment une relation inverse entre le degré de reconnaissance de l'apport des femmes et le degré de protection de la ressource lorsque règne la préoccupation du profit à court terme et non pas le souci de la bonne santé des écosystèmes, garante d'une exploitation durable.

Les efforts sans cesse plus importants déployés par les femmes pour aider le mari à rester dans la pêche et pour nourrir la famille peuvent finalement être considérés comme du dumping social, un coup de pouce à la surexploitation d'une ressource déjà sérieusement dégradée, à une activité qui autrement aurait été abandonnée faute de rentabilité.

Souvent, et comme une ultime tentative pour trouver à manger et gagner quelques sous, les femmes vont aussi pêcher ou ramasser divers produits sur les platiers (zones planes) de la grève. Certains ont qualifié ce qui précède de « surpêche malthusienne ». Inversement, dans des pays asiatiques (Bangladesh, Laos, Vietnam), des femmes ont amélioré la sécurité alimentaire de leur famille en aménageant des plans d'eau, en pratiquant l'élevage dans des bassins, surtout là où elles pouvaient bénéficier d'un appui approprié; mais ce n'est pas souvent le cas.

3.3 Pour un nouveau type de relation à la nature à travers une redéfinition du rôle des femmes dans la préservation de la ressource

De la documentation disponible, il apparaît à l'évidence que, malgré leur contribution passée à la protection de l'environnement et leur implication essentielle dans les soins à apporter à leur entourage humain et social, les femmes ne sauraient toutes seules inverser les pratiques non durables qui ont cours dans la pêche et dans certains types d'aquaculture. Il faudrait tout d'abord que l'on se préoccupe d'autre chose que d'extraire à tout prix pour réaliser des profits à court terme. Aux capacités de pêche excessives et à la préférence pour l'élevage d'espèces carnivores s'ajoute l'indifférence aveugle vis-à-vis du rôle social des femmes dans ces activités; et pour que ça change, il faudrait plus que quelques études supplémentaires sur les problèmes de genres. Par ailleurs, des méthodes de pêche et d'aquaculture destructrices, préjudiciables à l'équilibre et à la productivité à long terme des écosystèmes aquatiques, montent souvent en puissance, surtout dans certains types d'opérations industrielles, là où justement il n'est guère tenu compte des approches de genres.

Dans les populations de pêcheurs traditionnels, il existait une division sexuelle du travail, les hommes allant à la pêche et les femmes s'occupant d'activités à terre, les uns et les autres tenant leur rôle dans la production primaire. L'évolution technologique et la demande des consommateurs, qui reste forte, a modifié la situation et la pression sur la ressource s'est fortement accrue. Dans le modèle de développement suivi par le secteur de la pêche en général, les créneaux exploités jusque-là par les femmes se sont rétrécis. D'anciennes artisanes, pratiquant une activité de capture ou d'après capture, deviennent fréquemment travailleuses salariées, comme ouvrières dans des conserveries, divers ateliers de transformation.

On peut donc affirmer que, là où les femmes bénéficient d'une bonne reconnaissance sociale et conservent leur créneau dans la filière, le danger de surpêche est moins grand (surtout parce que la pêcherie n'exige pas de gros investissements, n'est pas axée sur l'exportation...). Autrement dit, un niveau significatif de participation des femmes à des activités artisanales liées à la pêche semble indiquer que l'on a affaire à des pêcheries traditionnelles, plus durables, dans la mesure où un nombre élevé d'opérateurs ne vient pas gommer les avantages de la modération sociale et technologique généralement caractéristique de ce type de pêche.

Par ailleurs, comme la majorité des petits pêcheurs (hommes ou femmes) ont aussi une autre occupation (femmes et corvées d'eau et de bois, hommes et travaux des champs), la dépendance directe vis-à-vis de services écosystémiques variés est élevée, et les gens sont souvent très conscients des interconnexions systémiques.

Le souci des femmes de faire durer les choses devra donc tenir compte de leur situation matérielle et des besoins immédiats incontournables. Mais l'étendue des dégâts causés à l'environnement au fil du temps ne sera peut-être pas toujours bien apparent pour ces communautés, étant donné qu'elles n'ont pas accès aux informations accumulées depuis longtemps sur les écosystèmes par les scientifiques (syndrome du changement des états de référence).

Par contre, si l'on parvenait à placer sur la carte de la comptabilité nationale et dans le champ de la politique et du développement le rôle social et économique des femmes (y compris avec leur participation active), ce serait un progrès important pour une meilleure prise en compte de leur apport; cela ouvrirait la voie vers de nouvelles améliorations, vers plus de justice sociale (Evans, 1992). En faisant une place plus grande aux questions de genres dans le cadre d'un débat public élargi sur la gestion écosystémique, on apportera de l'eau au moulin de ceux qui souhaitent qu'on fasse des choix difficiles pour réinventer une relation respectueuse entre la société et la nature, sur la base d'un plus grand respect, de plus de frugalité. Il serait ainsi plus facile de mener à bien des programmes de restauration d'écosystèmes et la création d'aires protégées, comme cela a été prévu pour l'horizon 2015 dans le Plan de mise en œuvre adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet mondial du développement durable (SMDD) qui s'est tenu en septembre 2002 à Johannesburg, Afrique du Sud. A cet égard, il importe d'agir sur les points suivants:

- Analyser les politiques actuelles de la pêche et de l'aquaculture du point de vue des écosystèmes, des aspects de genres et de la gouvernance;
- Etablir des états de référence pour les écosystèmes côtiers, les questions de genres et la gouvernance afin de raccorder un futur désirable au passé;
- Identifier les problèmes principaux relatifs aux femmes, aux hommes et aux enfants, tels qu'ils apparaissent dans des contextes variés propres aux pays en développement ou industrialisés;
- Définir et adopter des méthodologies pertinentes pour la recherche sur les aspects de genre;
- Voir de quelle manière et à quel titre les femmes, les hommes et les enfants participent aux activités de pêche et d'aquaculture, notamment comment ils pourraient participer à la mise en œuvre de mesures concrètes destinées à restaurer des écosystèmes dégradés, conformément aux objectifs du Plan de mise en œuvre du SMDD.
- Développer des politiques et des stratégies sensibles aux préoccupations de genres afin de contribuer à l'amélioration de la situation de femmes, d'hommes et d'enfants présentement désavantagés, cela grâce à leur participation à la réhabilitation d'écosystèmes aquatiques dégradés, en particulier par les réseaux d'aires protégées qui devront être mis en place à l'horizon 2012, pour qu'on parvienne enfin à une pêche et une aquaculture durables.
- Définir et mettre en œuvre des méthodes appropriées pour établir en amont et en aval des liens entre les activités de réhabilitation sectorielles grâce à la scolarisation, la formation, la vulgarisation et des stratégies innovantes soutenues par des investissements publics et privés.

Les perspectives et les approches que l'on vient d'énoncer font entrevoir des possibilités de rapprochement, de synergie entre les scientifiques, les gestionnaires, les hommes et les femmes, particulièrement au sein des populations de petits pêcheurs et petits éleveurs de poisson, dans un contexte de mobilisation générale des compétences écologiques, sociales, économiques et institutionnelles, cela afin de réaliser le Programme de mise en œuvre défini par le SMDD.

4. Orientations

Cette dernière section propose un ensemble final de conclusions et de mesures pratiques qui découlent des études de cas et de leur interprétation sous un angle historique et socio-politique plus large. Elle fait un résumé des principaux points et des possibilités, notamment en matière de coopération scientifique et technique internationale.

Les diverses contributions font valoir l'utilité et même la nécessité de stratégies inspirées des concepts de participation, de genres et de développement durable pour la pêche et l'aquaculture, et qui prennent en compte les diverses fonctions et responsabilités des femmes, des hommes et des enfants. Ces stratégies n'oublieront pas que, pour améliorer durablement la situation socio-économique des femmes, il est indispensable de faire évoluer les comportements des hommes, en intégrant l'approche de genres dans tous les éléments des programmes de développement durable, afin qu'avec l'approche écosystémique elle fasse partie de la démarche habituelle. Il faudra s'employer activement à réhabiliter les écosystèmes conformément aux objectifs établis par le SMDD, avec l'appui des scientifiques et chercheurs et d'une gouvernance qui autorise le débat et la participation populaire.

- (a) Il faut traiter des aspects de genres dans la pêche et l'aquaculture à tous les niveaux : local, national, régional, mondial. On se préoccupera tout particulièrement des groupes les plus démunis.
- (b) Les femmes comme les hommes ont droit au respect, à la reconnaissance sociale, même quand les gens ne pèsent pas lourd politiquement parlant. Il faut aider ces gens à prendre conscience de leur situation, et il faut dégager des ressources pour cela. Les projets de réhabilitation et de développement durable doivent définir des façons locales de réalisation des objectifs mondiaux, ils doivent reconnaître les droits des communautés littorales et prendre en compte les aspects de genres dans le traitement des problèmes sociaux et économiques. Les agents de vulgarisation et leurs programmes d'action seront sensibilisés aux analyses de genres, ils feront appel à des méthodes participatives, en fixant des objectifs quantitatifs et qualitatifs pour la participation des femmes. Pour cela, on mobilisera les moyens de formation, les médias et autres sources d'information.
- (c) Les décideurs politiques ont fait une place importante aux questions de genres dans les objectifs de développement du Millénaire. Ils doivent maintenant se préoccuper de la mise en œuvre généralisée, notamment pour la pêche et l'aquaculture. Il est souhaitable qu'il y ait des lieux de débat et une meilleure information, une plus grande prise de conscience pour créer un environnement favorable donnant lieu à des investissements publics et privés pour un développement durable clairement soucieux des préoccupations de genres.
- (d) Les projets de recherche sur l'utilisation durable des ressources en eau, sur la biodiversité, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments etc. seront menés à bien dans une perspective explicite de genres. Les acteurs sociaux impliqués s'attaqueront aux problèmes en tenant bien compte des conditions particulières des pays en développement. En mettant en œuvre des programmes de recherche participative de qualité, on améliorera de façon significative l'impact de ces initiatives par une meilleure mise en valeur des citoyens, qui pourront dès lors prendre une part plus active à la gouvernance de la ressource.

Approche détaillée pour une prise en compte des aspects de genres dans la recherche – Anne-Marie Hochet-Kibongui

Pour commencer, il faut identifier complètement les techniques utilisées traditionnellement par les femmes (en ayant à l'esprit qu'elles opèrent dans un contexte physique, géographique et économique particulier) et affinées par la pratique et l'expérience. Il arrive souvent que des observateurs extérieurs considèrent l'activité des femmes de pêcheurs artisans comme préjudiciable à l'environnement sous prétexte qu'elles consomment du bois pour fumer le poisson et accroître ainsi sa durée de vie. C'est un point de vue bien exagéré car l'existence de ces femmes est rude et leur impose un usage parcimonieux des ressources naturelles. Pour des raisons structurelles cependant (absence de droits fonciers officiels, difficultés à emprunter, manque de reconnaissance sociale...), il arrive, tout cela s'ajoutant à la pression démographique, que l'on en vienne à des pratiques non durables.

Il convient d'analyser en profondeur les critères de faisabilité attribués aux diverses technologies pour un contexte et des objectifs donnés:

1. Définir un « cadre contextuel » relatif à
 - i. L'environnement géographique,
 - ii. L'environnement économique,
 - iii. L'environnement social.
2. Identifier les technologies traditionnelles
 - Description détaillée de chaque étape opérationnelle (avec durée et indications sur la main-d'œuvre nécessaire);
 - Types de produits (description, place de chaque produit dans la consommation domestique, revenus obtenus par les travailleuses de la pêche).
3. Les éléments de la technologie se rapporteront directement aux avantages et contraintes mentionnées dans le cadre contextuel (#1)
 - Par exemple: le poisson est nettoyé sur la plage à l'eau de mer, ce qui fait économiser l'eau douce et réduit le transport...
4. Evolution de chaque technologie présentée
 - Dans le passé et maintenant,
 - Analyse: adaptation des technologies au contexte actuel.

Aspect particulier de cette méthode de recherche

L'élaboration du cadre institutionnel doit faire appel au capital de savoir-faire que les femmes et les autres opérateurs ont accumulé, notamment les femmes les plus chevronnées de la pêche et de l'aquaculture, cela afin de bien identifier les éléments fonctionnels essentiels qui feront ensuite l'objet d'une action appropriée.

On évitera soigneusement les jugements de valeur qui pourraient, d'une façon ou d'une autre, écarter d'une description objective de la réalité. L'histoire des anciens projets (de développement) pilotés de l'extérieur s'explique en partie au fait que les diverses contraintes et opportunités des technologies employées ne sont pas bien appréhendées et que les « améliorations » proposées de l'extérieur créent à leur tour d'autres problèmes.

Femmes et hommes du secteur pêche, acteurs principaux à la base, doivent être partie prenante dans l'élaboration des programmes envisagés. Les programmes rédigés avec leur participation devront être ensuite soumis à leur appréciation, après que toute information technique et financière utile leur aient été données et qu'ils aient jugé de la compatibilité des éléments proposés avec l'ensemble de leurs travaux et de leur système d'exploitation.

A cet effet, il est conseillé de faire quelques petits essais avec un nombre limité de groupes avant de passer au stade supérieur et de généraliser le cadre qui a été élaboré.

Il faudra bien faire comprendre aux femmes que leur savoir-faire est valable et utile, que leurs méthodes peuvent peut-être inspirer d'autres gens pour un « usage maison ». Il s'agit en effet de surmonter l'obstacle fréquent de l'autodéfense, du genre « Nos grands-mères faisaient comme ça, et on fait pareil ». Cette approche peut être utilisée avec des groupes de femmes dans des contextes culturels bien différents mais qui ont en commun de travailler d'une façon ou une autre dans la pêche ou l'aquaculture.

Détails pratiques supplémentaires pour une coopération sur les questions de genres, actions à entreprendre pour la mise en œuvre des décisions du SMDD relatives aux écosystèmes aquatiques:

- Faire entrer plus largement les questions de genres dans les projets et programmes de coopération internationale scientifique et technique (l'évolution du degré de prise en compte des questions de genres constitue d'ores et déjà un élément du processus d'examen critique par les pairs dans le Programme-cadre de recherche de l'UE, bien que n'étant pas un critère pondéré pour la sélection.
- S'inscrire dans la base de données des experts (<http://www.cordis.lu/fp6/experts.htm> ou le suivant), encourager les scientifiques spécialisés dans les questions de genres à s'inscrire pour que des voix autorisées se fassent entendre suffisamment au sein du processus d'évaluation du Programme-cadre de recherche de l'Union européenne.
- Faire connaître ce gisement d'expertise aux comités directeurs de structures nationales et internationales concernées, aux centres et programmes de coopération pour le développement afin de promouvoir une interdisciplinarité capable de traduire toutes les relations croisées qui sont à l'œuvre entre aspects sociaux, économiques et écologiques.
- Apporter un appui à la recherche pour le développement et à d'autres activités de coopération qui manquent d'expertise sur les questions de genres mais qui essaient de mieux combiner sciences sociales et recherche environnementale dans le but de reconstituer la santé et la productivité des écosystèmes.

Tous ceux et toutes celles qui travaillent dans la pêche et l'aquaculture ou s'intéressent à ce secteur pourraient analyser la situation locale, utiliser le guide méthodique pour mieux comprendre le vécu des femmes, percevoir leur rôle et contribuer à leur offrir des chances nouvelles grâce à la formation ou autrement. Pour aider les communautés de petits pêcheurs à remettre en état les écosystèmes dont elles tirent leur subsistance, le consommateur devrait aussi faire un geste personnel en faveur de la protection de l'environnement et refuser par exemple d'acheter du poisson de taille trop petite, immature (voir www.fishbase.org).

5. Littérature citée et lecture conseillée

- Adekanye, T.O., 1983. Rural Fish Marketing in Africa: Some Empirical considerations from Nigeria. *J.Rur.Dev.(Korea)*, 6(6):77-85.
- Adekanye, T.O., 1989. The Role of Women in Nigeria Agriculture. Paper Presented at a workshop on Farm Management in Nigeria, held at Akure, Nigeria, 30p.
- Altieri, M.A., 1993 Agro-ecology - A new research and development: Paradigm for World Agriculture. *Ecosystem and Environment*, 27:37-46.
- Barbosa, S.R.D.C.S. & A. Begossi, 2004. Fisheries, gender, and local changes in Itaipu beach, Rio de Janeiro, Brazil: An individual approach. *Multiciência*, 2 (<http://www.multiciencia.unicamp.br>)
- Beattie, A., U.R. Sumaila, V. Christensen & D. Pauly, 2002. Ecological and economic aspects of size and placement of marine protected areas: A spatial modeling approach. *Natural Resource Modeling*, 15(4):413-437.
- Bennett, E., Rey Valette, H., K.Y. Maiga & M. Medard (eds.), 2004. Room for manoeuvre – gender and coping strategies in the fisheries sector. Report of a workshop held in Cotonou, Benin, 1-4 December 2003. INCO Contract No. ICA4-2002-50034, Portsmouth, IDDRA.
- Browne, P.B., 2002. Women do fish: A case study on gender and the fishing industry in Sierra Leone, pp. 169-174. In: Williams, M.J., N.H. Chao, P.S. Choo. K. Matics, M.C. Nandeessa, M. Shariff, I. Siason, E. Tech & J.M.C. Wong (eds.). Global symposium on women in fisheries. Sixth Asian Fisheries Forum, 29 November 2001, Kaohsiung, Taiwan. Penang, ICLARM -World Fish Center.
- Chavance, P., M. Bâ, D. Gascuel, M. Vakily & D. Pauly (eds.), 2004. Marine fisheries, ecosystems, and societies in West Africa: half a century of change. Proceedings of the Conference, Dakar, Senegal, 24-28 June 2002 / Pêcheries maritimes, écosystèmes et sociétés en Afrique de l'Ouest: Un demi-siècle de changement. Actes du Symposium international, Dakar, Sénégal, 24-28 juin 2002. Brussels, ACP-EU Fish.Res.Rep. (15) and Luxembourg, OPOCE, and Paris, IRD, 532 p. + annexes.
- Christensen, V., S. Guénette, J.J. Heymans, C.J. Walters, R. Watson, D. Zeller & D. Pauly, 2003. Hundred-year decline of North Atlantic predatory fishes. *Fish and Fisheries*, 4:1-24.
- Collet, S., 1991. Guerre et pêche: quelle place pour les sociétés de pêcheurs dans le modèle des chasseurs-cueilleurs? *Information sur les sciences sociales*, 30(3):483-522.
- Collet, S., 1992. De la fonction symbolique des femmes dans les économies halieutiques. *Anthropologie Maritime*, 4:181-194.
- Eisler, R., 1988. The chalice and the blade: Our history, our future. San Francisco, Harper, 304 p.
- Evans, A., 1992. Chapter 2. Statistics. pp. 11-40. In: L. Oestergaard (ed.). Gender and development. A practical guide. New York, Routledge.
- FAO, 2004. The State of World Fisheries and Aquaculture 2004 (SOFIA). Rome, FAO, 153 p.

- Froese, R., 2004. Keep it simple: three indicators to deal with over-fishing. *Fish and Fisheries*, 5:86-91.
- Froese, R. & D. Pauly, 2003. Dynamik der Überfischung, pp. 288-295. In: J.L. Lozán, E. Rachor, K. Reise, J. Südermann & H. von Wesernhagen (eds.). Warnsignale aus Nordsee und Wattenmeer – eine aktuelle Umweltbilanz. Hamburg, GEO, 448 p.
- Hochet, A.-M. et N'Gar Aliba, 1995. Développement rural et méthodes participatives en Afrique. *La Recherche-Action-Développement: Une Ecoute, Un Engagement, Une pratique*. Editions l'Harmattan, 16 rue des Ecoles, 75005 Paris, 210 p.
- ICSF, 2002. Gender and coastal fishing communities in Latin America. Workshop proceedings, Prainha do Canto Verde, Ceara, Brazil, 10-15 June 2000. Chennai, International Collective in Support of Fishworkers, 149 p.
- Kumar, K.G. (ed.), 2004. Gender agenda. Women in fisheries. A collection of articles from *SAMUDRA Report*. Chennai, International Collective in Support of Fishworkers, 91 p.
- Marugán Pintos, B., 2003. Estrategías laborales ante los desafíos ecológicos globales. *La Ventana*, 17:107-139.
- Marugán Pintos, B., 2004. Y cogieron ese tren. Profesionalización de las mariscadoras gallegas. Santiago de Compostela, Consellería de Pesca y Asuntos Marítimos, Xunta de Galicia.
- Meltzoff, S.K., 1989. Marisquadoras of the shellfish revolution: The rise of women in co-management on Illa de Arousa, Galicia.
- Milazzo, M., 1998. Subsidies in world fisheries: a re-examination. Washington, *World Bank Tech.Pap.*, 406:86 p.
- MPA News, 2002. International news and analysis about marine protected areas (with material about gender and MPAs). *MPA News*, Vol. 4 No. 5, Nov. 2002 (<http://depts.washington.edu/mpanews/MPA36.htm#gender>).
- Nauen, C.E., 1994. La participación de las mujeres latinoamericanas en el sector pesquero. Una cuestión estratégica, pp. 263-279. In: C. Tassara (ed.). Pesca artesanal, acuicultura y ambiente. Experiencia y perspectivas de desarrollo. Prefacio de Emma Bonino, Comisaria de la Unión Europea para la Pesca. Santafé de Bogotá, CISP-MOVIMONDO, realizado en colaboración y con el patrocinio de Ente Autónomo Feria de Ancona; Ministerio de Relaciones Exteriores de Italia, Dirección General para la Cooperación al Desarrollo, Comisión de la Unión Europea, Oficina de la Cooperación Italiana en Colombia.
- Neis, B. & B. Grzetic, 2000. From Fishplant to Nickel Mining: Policy Implications, Policy Development and the Determinants of Women' Health in an Environment of Work Restructuring within Fisheries and from Fisheries to Mining/Smelting in Newfoundland. St. John's, Memorial University of Newfoundland.
- Oestergaard, L. (ed.), 1992. Gender and development. A practical guide. New York, Routledge, 220 p.
- Pauly, D., 1995. Anecdotes and the shifting baseline syndrome in fisheries. *Trends Ecol.Evol.*, Vol 10:430.
- Pauly, D., 1990. On Malthusian overfishing. *NAGA – The ICLARM Quarterly*, 13(1):3-4.
- Pauly, D., V. Christensen, J. Dalsgaard, R. Froese & F. Torres, Jr., 1998. Fishing down marine food webs. *Science*, 279:860-863.

- Pauly, D., V. Christensen, S. Guénette, T.J. Pitcher, U.R. Sumaila, C.J. Walters, R. Watson & D. Zeller, 2002. Towards sustainability in world fisheries. *Nature*, 418:689-695.
- Sumaila, U.R., 1999. Economic analyses of fisheries impacts on food webs: pricing down marine food webs. pp. 13-15. In: D. Pauly, V. Christensen & L. Coelho (eds.). Proceedings of the EXPO'98 Conference on Ocean Food Webs and Economic Productivity. Lisbon, Portugal, 1-3 July 1998. Brussels, *ACP-EU Fish.Res.Rep.*, (5):87 p.
- Watson, R. & D. Pauly, 2001. Systematic distortions in world fisheries catch trends. *Nature*, 424:534-536.
- Williams, M.J., N.H. Chao, P.S. Choo. K. Matics, M.C. Nandeesha, M. Shariff, I. Siason, E. Tech & J.M.C. Wong (eds.), 2002. Global symposium on women in fisheries. Sixth Asian Fisheries Forum, 29 November 2001, Kaohsiung, Taiwan. Penang, ICLARM - World Fish Center, 209 p.
- Williams, S.B. & B. Awoyomi, 1998. Fish as a prime mover of the economic life of women in a fishing community. pp. 286-292. Proceedings of the IXth International Conference of the International Institute of Fisheries Economics and Trade (IIFET) held in Tromso, Norway, 8-11 July, 1996.
- Williams, S.B. & C.E. Nauen, 1998. Fisheries Economics and Trade in West African Region: A gender perspective. Department of Fisheries and Wildlife, University of Ibadan, Ibadan, Oyo State, Nigeria. *Journal of West Africa Fisheries*, Vol. VII:321-334.

6. Ressources sélectionnées du Web

Artisanal fisheries, gender and participation -

<http://www.multiciencia.unicamp.br>

Femmes dans la pêche et les cultures marines (CALENDA) -

<http://calenda.revues.org/nouvelle4258.html>

Fisheries and participation (Participatory Learning and Action) -

http://www.iied.org/sarl/planotes/pla_backissues/30.html

Gender and aquaculture: information needs and guidelines (FAO) -

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/x0180e/x0180e03.htm

Gender issues in aquaculture (DFID) -

<http://www.dfid.stir.ac.uk/dfid/gender/gender.htm>

Gender and food security (FAO) -

<http://www.fao.org/gender/>

Genero y pesca (La Ventana, Vol. 17) -

<http://publicaciones.cucsh.udg.mx/ppperiod/laventan/volumens/ventana17.htm>

Global Symposium on Women in Fisheries -

http://www.worldfishcenter.org/Pubs/Wif/pub_wifglobal.htm

Marine Protected Areas (MPA) and gender -

<http://depts.washington.edu/mpanews/MPA36.htm>

Mekong River Commission (MRC) gender and fisheries publications -

<http://www.mrcmekong.org> or e-mail: mrcs@mrcmekong.org

Mekong River Commission -

<http://www.mrcmekong.org>

Women in fisheries (ICSF) -

<http://www.icsf.net/jsp/english/pubPages/dossiers/dos07.jsp>